



Message 2022-DAEC-108

13 septembre 2022

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'une subvention pour le projet «Protection contre les crues et revalorisation écologique de la Bibera» à Ulmiz

Sur proposition de l'entreprise d'endiguement de la Bibera «Mittlerer Abschnitt», nous sollicitons l'octroi d'une subvention cantonale et fédérale d'un montant total de 1 897 164 francs pour le projet «Protection contre les crues et revalorisation écologique de la Bibera» à Ulmiz.

Le plan du message est le suivant:

1. Situation initiale et justification du projet	1
2. Description du projet	1
3. Devis	2
4. Demande de subvention	2
5. Conséquences d'un refus	2
6. Autres incidences	2
7. Conclusion	2

1. Situation initiale et justification du projet

Des inondations se produisent régulièrement à Ulmiz, le long de la Bibera. Celles-ci provoquent des dommages considérables aux bâtiments et aux cultures agricoles. La carte des dangers liés aux crues montre que, dans l'ensemble, il existe un danger moyen le long de ce tronçon de cours d'eau. De ce fait, l'entreprise d'endiguement de la Bibera «Mittlerer Abschnitt» a donc élaboré un projet d'aménagement du cours d'eau visant à combler les déficits de protection existants par l'agrandissement du gabarit hydraulique du lit et la construction d'un nouveau pont à Ulmiz avec une portée supérieure.

Parallèlement, le projet d'aménagement du cours d'eau doit permettre d'améliorer la qualité écologique du lit ainsi que celle de l'ensemble de l'espace réservé aux eaux en y installant différents éléments structurels. La connectivité aquatique longitudinale doit être rétablie par le démontage d'un barrage existant.

2. Description du projet

Le projet d'aménagement du cours d'eau doit permettre de protéger les bâtiments existants contre une crue cinquantennale et d'éviter que ces bâtiments soient soumis à de fortes

intensités d'inondation en cas de crue tricentennale. Cet objectif de protection a été fixé dans le «Concept de protection contre les crues Ulmiz-Gempenach», d'ores et déjà approuvé en 2015 par les services de l'administration concernés. Pour atteindre cet objectif, les mesures suivantes ont été définies:

- > construction d'une digue plate en bordure de l'espace réservé aux eaux, sur la rive gauche en amont du pont;
- > rehaussement du mur de rive le long de la route communale, sur la rive droite en amont du pont;
- > construction d'un nouveau pont d'une portée de 9,5 m (actuellement 5 m);
- > augmentation du gabarit hydraulique du cours d'eau (abaissement du fond du lit et agrandissement de la section d'écoulement en aval du pont jusqu'au barrage situé près de la propriété Roth (article n° 180 du registre foncier d'Ulmiz);
- > démolition du barrage situé près de la propriété Roth dans le but d'augmenter la pente du lit.

Le projet prévoit trois types de protection des berges. Dans les zones à forte charge hydraulique et/ou dans des espaces très exigus, il est prévu de construire un aménagement rigide des berges (enrochement ou mur de rive). Dans les zones

à charge hydraulique moyenne, les berges sont protégées au moyen d'épis submergés. Dans les zones à faible charge hydraulique, les berges sont protégées par des mesures de stabilisation végétale (plantation).

Par les mesures suivantes, la qualité écologique du cours d'eau et de ses rives sera améliorée:

- > démolition du barrage (obstacle à la migration des poissons) près de la propriété Roth pour rétablir la connectivité aquatique longitudinale;
- > mise en place d'éléments structurels dans le fond du lit (épis submergés, pierres déflecteurs le long du mur de rive existant, souches) pour diversifier les espaces vitaux;
- > aménagement de l'espace réservé aux eaux dans le but de créer des espaces vitaux terrestres diversifiés (prairies maigres, nouvelles haies/bosquets champêtres, biotopes humides, petites structures telles que des tas de branches et de pierres, ...).

3. Devis

Le coût total du projet a été devisé à 2 586 222 francs. Selon le devis actuel des coûts de construction et de planification, des honoraires, de l'acquisition de terrain, des indemnités et des imprévus, 2 371 454 francs au total sont reconnus comme frais subventionnables en vue de l'aménagement du cours d'eau et de sa revitalisation.

Pour le nouveau pont, une clé de répartition financière a été négociée entre l'aménagement du cours d'eau (à la charge du projet d'aménagement du cours d'eau) et le projet routier (à la charge de la commune d'Ulmiz). La participation de la commune d'Ulmiz au pont s'élève à 34%, ce qui correspond à un montant de 214 768 francs. Cette participation n'est pas subventionnée à travers le projet d'aménagement du cours d'eau.

4. Demande de subvention

L'entreprise d'endiguement de la Bibera «Mittlerer Abschnitt» requiert une subvention fédérale et cantonale au projet d'aménagement des eaux à Ulmiz. Le coût des mesures subventionnables est devisé à 2 371 454 francs.

Le projet remplit les conditions de la convention-programme avec l'Office fédéral de l'environnement dans le domaine des «ouvrages de protection et les données de base sur les dangers». Une subvention fédérale à hauteur de 35% des coûts subventionnables peut par conséquent être accordée, ce qui correspond à un montant de 830 009 francs.

Le projet remplit, en outre, les conditions de la convention-programme avec l'Office fédéral de l'environnement dans le domaine «revitalisation des eaux» pour les critères «Objectif d'aménagement 3.1.b: Augmentation de l'espace réservé aux eaux» et «Objectif d'aménagement 2.b: Utilité moyenne pour

la nature et le paysage». Une subvention fédérale complémentaire à hauteur de 20% des coûts subventionnables peut par conséquent être accordée, ce qui correspond à un montant de 474 291 francs.

Vu les articles 47, 48 et 49 de la loi sur les eaux du 18 décembre 2009 (LCEaux) et les articles 60, 61 et 63 du règlement sur les eaux (RCEaux) du 21 juin 2011, la subvention octroyée par l'Etat à l'entreprise d'endiguement de la Bibera «Mittlerer Abschnitt» s'élève à 32% avec une majoration de 15% pour les travaux de revitalisation. Cela équivaldrait à un montant cantonal à hauteur totale de 47% des coûts subventionnables.

Le montant total des subventions fédérales et cantonale ne doit toutefois pas dépasser 80% des dépenses subventionnables pour ce projet (art. 47 al. 2 LCEaux). La subvention cantonale s'élève par conséquent à 25%, ce qui correspond à un montant de 592 864 francs.

5. Conséquences d'un refus

En cas de refus des subvention fédérales et cantonale à l'entreprise d'endiguement de la Bibera «Mittlerer Abschnitt», le présent projet d'aménagement des eaux ne sera vraisemblablement pas réalisé.

Si les mesures prévues ne sont pas mises en œuvre, il faudra continuer à s'attendre régulièrement à des crues et à des dommages conséquents aux bâtiments et aux cultures agricoles dans la partie basse d'Ulmiz. Le projet doit éviter pour près de 1,8 million de francs de dommage sur un horizon de 50 ans. Pour les bâtiments concernés, toute transformation ou nouvelle construction ne pourrait être réalisée qu'en l'assortissant d'importantes conditions.

Les mesures de revalorisation écologique du cours d'eau et de ses rives qui, dans le cadre du présent projet reçoivent le soutien de l'Office fédéral de l'environnement par le biais de subventions complémentaires, ne seraient vraisemblablement pas réalisées.

6. Autres incidences

Le présent projet n'a pas d'incidence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il n'a pas d'influence sur les effectifs de l'Etat et n'est pas concerné par les questions d'eurocompatibilité. Ce décret n'est pas soumis au référendum financier.

7. Conclusion

Au vu de ce qui précède, le Conseil d'Etat recommande au Grand Conseil de soutenir le projet «Protection contre les crues et revalorisation écologique de la Bibera» à Ulmiz par une subvention fédérale d'un montant maximal

de 1 304 300 francs et une subvention cantonale d'un montant maximal de 592 864 francs.

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à adopter le projet de décret.

Annexes:

-
- Annexe 1: «Situation und Längenprofil», 28 juillet 2021
 - Annexe 2: «Gestaltungs- und Bepflanzungsplan», 20 juillet 2021
(uniquement en langue allemande)



Botschaft 2022-DAEC-108

13. September 2022

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über einen Beitrag an das Projekt «Hochwasserschutz und ökologische Aufwertung der Bibera» in Ulmiz

Auf Antrag des «Wasserbauunternehmen der Bibera Mittlerer Abschnitt» ersuchen wir Sie um die Gewährung eines Kantons- und Bundesbeitrags von insgesamt 1 897 164 Franken an das Projekt «Hochwasserschutz und ökologische Aufwertung der Bibera» in Ulmiz.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Ausgangslage und Begründung des Vorhabens	4
2. Projektbeschreibung	4
3. Kostenvoranschlag	5
4. Subventionsbegehren	5
5. Folgen einer Ablehnung	5
6. Weitere Folgen	5
7. Schlussfolgerung	5

1. Ausgangslage und Begründung des Vorhabens

Entlang der Bibera in Ulmiz treten regelmässig Überschwemmungen auf, welche zu erheblichen Schäden an Gebäuden und landwirtschaftlichen Kulturen führen. Die Hochwassergefahrenkarte zeigt, dass entlang dieser Gewässerstrecke mehrheitlich eine mittlere Gefährdung besteht. Das «Wasserbauunternehmen der Bibera Mittlerer Abschnitt» hat deswegen ein Wasserbauprojekt erstellt, mit welchem die vorhandenen Schutzdefizite, durch den Ausbau des Gerinnes und den Neubau einer grösseren Brücke in Ulmiz, behoben werden sollen.

Gleichzeitig soll mit dem Wasserbauprojekt das Bachbett und der gesamte Gewässerraum durch den Einbau von verschiedenen Strukturelementen ökologisch aufgewertet werden. Die aquatische Längsvernetzung soll durch den Rückbau eines bestehenden Wehrs wiederhergestellt werden.

2. Projektbeschreibung

Mit dem Wasserbauprojekt sollen die bestehenden Gebäude gegen ein 50-jährliches Hochwasserereignis geschützt werden und bei 300-jährlichen Ereignissen sollen keine starken Überschwemmungsintensitäten mehr auftreten. Dieses Schutzziel wurden im «Massnahmenkonzept Hochwasserschutz

Ulmiz-Gempenach» festgelegt, welches bereits im Jahr 2015 von den betroffenen Amtsstellen genehmigt wurde. Um dieses Ziel zu erreichen sind folgende Massnahmen vorgesehen:

- > Bau eines flachen Damms am Rande des Gewässerraums, linksseitig oberhalb der Brücke;
- > Erhöhung der Ufermauer entlang der Gemeindestrasse, rechtsseitig oberhalb der Brücke;
- > Neubau der Brücke mit einer Spannweite von 9,5 m (aktuell 5 m);
- > Gerinneausbau (Absenkung der Bachsohle und Vergrößerung des Abflussprofils) unterhalb der Brücke bis zum Wehr bei der Liegenschaft Roth (Artikel Nr. 180 Grundbuch Ulmiz);
- > Abbruch des Wehrs bei der Liegenschaft Roth zur Vergrößerung des Sohlgefälles.

Das Projekt sieht drei verschiedene Uferschutztypen vor. In Bereichen mit hoher hydraulischer Belastung und/oder sehr engen Platzverhältnissen ist ein harter Uferverbau vorgesehen (Blocksatz oder Ufermauer). In Bereichen mit mittlerer hydraulischer Belastung werden die Ufer mittels Lenkbuhnen geschützt. In Bereichen mit geringer hydraulischer Belastung werden die Ufer durch ingenieurbioökologische Massnahmen (Bepflanzung) gesichert.

Folgende Massnahmen sollen das Gewässer und seine Ufer ökologisch aufwerten:

- > Abbruch des Wehrs (Fischwanderhindernis) bei der Liegenschaft Roth zur Wiederherstellung der aquatischen Längsvernetzung;
- > Einbau von Strukturelementen in der Gewässersohle (überströmte Lenkbuhnen, Störsteine entlang der bestehenden Ufermauer, Wurzelstöcke) zur Diversifizierung der aquatischen Lebensräume;
- > Gestaltung des Gewässerraums zur Schaffung diversifizierter terrestrischer Lebensräume (Magerwiesen, neue Hecken/Feldgehölze, Feuchtbiotope, Kleinstrukturen wie Ast- und Steinhaufen, ...).

3. Kostenvoranschlag

Die Gesamtkosten des Projekts sind auf 2 586 222 Franken voranschlagt. Davon sind für den Wasserbau und die Revitalisierung insgesamt 2 371 454 Franken als beitragsberechtigten Kosten anerkannt, gemäss dem aktuellen Kostenvoranschlag von Baukosten, Planungskosten, Honoraren, Landerwerb, Entschädigungen und Unvorhergesehenem.

Für die neue Brücke wurde ein Kostenteiler zwischen Wasserbau (zulasten des Wasserbauprojekts) und Strassenbau (zulasten der Gemeinde Ulmiz) ausgehandelt. Der Anteil der Gemeinde Ulmiz an der Brücke beträgt 34%, was einem Betrag von 214 768 Franken entspricht. Dieser Anteil wird nicht über das Wasserbauprojekt subventioniert.

4. Subventionsbegehren

Das «Wasserbauunternehmen der Bibera Mittlerer Abschnitt» beantragt einen Bundes- und Kantonsbeitrag an das Wasserbauprojekt in Ulmiz. Die beitragsberechtigten Kosten für die Massnahmen werden auf 2 371 454 Franken veranschlagt.

Das Projekt erfüllt die Bedingungen der Programmvereinbarung mit dem Bundesamt für Umwelt im Bereich «Schutzbauten und Gefahregrundlagen». Es kann somit ein Bundesbeitrag von 35% an die beitragsberechtigten Kosten gewährt werden, was einem Betrag von 830 009 Franken entspricht.

Das Projekt erfüllt zudem die Bedingungen der Programmvereinbarung mit dem Bundesamt für Umwelt im Bereich «Revitalisierung» für die Kriterien «PZ3.1.b: Erhöhter Gewässerraum» und «PZ3.2.b: Mittlerer Nutzen für Natur und Landschaft». Es kann somit ein zusätzlicher Bundesbeitrag von 20% an die beitragsberechtigten Kosten gewährt werden, was einem Betrag von 474 291 Franken entspricht.

Gestützt auf die Artikel 47, 48 und 49 des Gewässergesetzes vom 18. Dezember 2009 (GewG) und die Artikel 60, 61 und 63 des Gewässerreglements vom 21. Juni 2011 (GewR) beträgt die Subvention des Staats zugunsten des «Wasserbauunternehmens der Bibera Mittlerer Abschnitt» 32% mit einem

Zuschlag von 15% für Revitalisierungsarbeiten. Dies würde einen Kantonsbeitrag von insgesamt 47% der beitragsberechtigten Kosten ergeben.

Der Gesamtbetrag der Bundes- und Kantonssubventionen für dieses Vorhaben darf jedoch 80% der beitragsberechtigten Kosten nicht übersteigen (Art. 47 Abs. 2 GewG). Somit beträgt der Kantonsbeitrag 25%, was einem Betrag von 592 864 Franken entspricht.

5. Folgen einer Ablehnung

Werden dem «Wasserbauunternehmen der Bibera Mittlerer Abschnitt» die Bundes- und Kantonsbeiträge verweigert, so wird das Wasserbauprojekt voraussichtlich nicht realisiert.

Ohne die geplanten Massnahmen müsste im Unterdorf Ulmiz weiterhin mit regelmässigen Überschwemmungen und erheblichen Schäden an Gebäuden und landwirtschaftlichen Kulturen gerechnet werden. Durch das Projekt sollen auf 50 Jahre gerechnet rund 1.8 Millionen Franken an Schäden verhindert werden. Für die betroffenen Gebäude wären zukünftige Um- oder Neubauprojekte im besten Fall nur mit grossen Auflagen realisierbar.

Die Massnahmen zur ökologischen Aufwertung des Gewässers und seiner Ufer, welche im Rahmen dieses Projekts vom Bundesamt für Umwelt mit zusätzlichen Subventionen unterstützt werden, würden dann voraussichtlich auch nicht ausgeführt.

6. Weitere Folgen

Das unterbreitete Dekret hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Es hat keinen Einfluss auf den Personalbestand des Staats und ist nicht von Fragen der Eurokompatibilität betroffen. Dieses Dekret untersteht nicht dem Finanzreferendum.

7. Schlussfolgerung

Aus den dargelegten Gründen empfiehlt der Staatsrat dem Grossen Rat, das Projekt «Hochwasserschutz und ökologische Aufwertung der Bibera» in Ulmiz mit einem Bundesbeitrag von maximal 1 304 300 Franken und einem kantonalen Beitrag von maximal 592 864 Franken zu unterstützen.

Der Staatsrat ersucht den Grossen Rat, den Dekretsentwurf anzunehmen.

Anhänge:

—

Anhang 1: «Situation und Längenprofil», 28. Juli 2021

Anhang 2: «Gestaltungs- und Bepflanzungsplan», 20. Juli 2021

Projet du 13.09.2022

Décret relatif à l'octroi d'une subvention pour le projet «Protection contre les crues et revalorisation écologique de la Bibera» à Ulmiz

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): –
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 18 décembre 2009 sur les eaux (LCEaux) et son règlement d'exécution du 21 juin 2011 (RCEaux);

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu le message 2022-DAEC-108 du Conseil d'Etat du 13 septembre 2022;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

Art. 1

¹ La demande de subvention cantonale et fédérale pour le projet «Protection contre les crues et revalorisation écologique de la Bibera» à Ulmiz, présentée par l'entreprise d'endiguement de la Bibera «Mittlerer Abschnitt», est approuvée.

Entwurf vom 13.09.2022

Dekret über einen Beitrag an das Projekt «Hochwasserschutz und ökologische Aufwertung der Bibera» in Ulmiz

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gewässergesetz vom 18. Dezember 2009 (GewG) und das dazugehörige Ausführungsreglement vom 21. Juni 2011 (GewR);

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

nach Einsicht in die Botschaft 2022-DAEC-108 des Staatsrats vom 13. September 2022;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Das Gesuch vom «Wasserbaunehmen der Bibera Mittlerer Abschnitt» um einen Kantons- und Bundesbeitrag an das Projekt «Hochwasserschutz und ökologische Aufwertung der Bibera» in Ulmiz wird genehmigt.

Art. 2

¹ Une contribution cantonale de 25% des coûts totaux du montant subventionnable de 2 371 454 francs est accordée à l'entreprise d'endiguement de la Bibera «Mittlerer Abschnitt», ce qui correspond à un montant de 592 864 francs.

² Une contribution fédérale de 35% des coûts totaux du montant subventionnable de 2 371 454 francs est accordée à l'entreprise d'endiguement de la Bibera «Mittlerer Abschnitt» par le biais de la convention-programme sur les ouvrages de protection et les données de base sur les dangers, ce qui correspond à un montant de 830 009 francs.

³ Une contribution fédérale de 20% des coûts totaux du montant subventionnable de 2 371 454 francs est accordée à l'entreprise d'endiguement de la Bibera «Mittlerer Abschnitt» par le biais de la convention-programme dans le domaine de la revitalisation des eaux, ce qui correspond à un montant de 474 291 francs.

⁴ Ces dépenses sont imputées au centre de coûts 3845 OPEN 5620.200 – «Subventions cantonales pour des communes liées à des conventions-programmes» et sont accordées en fonction de l'avancement des travaux et des moyens disponibles.

Art. 3

¹ En acceptant la subvention, l'entreprise WBU d'endiguement de la Bibera «Mittlerer Abschnitt» s'engage à maintenir les ouvrages en bon état.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

Art. 2

¹ Dem «Wasserbauunternehmen der Bibera Mittlerer Abschnitt» wird ein kantonaler Beitrag von 25% der subventionsberechtigten Gesamtkosten von 2 371 454 Franken gewährt, was einem Betrag von 592 864 Franken entspricht.

² Dem «Wasserbauunternehmen der Bibera Mittlerer Abschnitt» wird über die Programmvereinbarung im Bereich «Schutzbauten und Gefahregrundlagen» ein Bundesbeitrag von 35% der subventionsberechtigten Gesamtkosten von 2 371 454 Franken gewährt, was einem Betrag von 830 009 Franken entspricht.

³ Dem «Wasserbauunternehmen der Bibera Mittlerer Abschnitt» wird über die Programmvereinbarung im Bereich «Revitalisierung» ein Bundesbeitrag von 20% der subventionsberechtigten Gesamtkosten von 2 371 454 Franken gewährt, was einem Betrag von 474 291 Franken entspricht.

⁴ Diese Ausgaben werden unter der Kostenstelle 3845 OPEN 5620.200 – «Kantonsbeiträge an die Gemeinden mit Bezug auf die Programmvereinbarungen» verbucht und entsprechend dem Fortschreiten der Arbeiten und den zur Verfügung stehenden Mitteln getätigt.

Art. 3

¹ Das «Wasserbauunternehmen der Bibera Mittlerer Abschnitt» verpflichtet sich mit der Annahme des Beitrags, die Bauwerke in gutem Zustand zu erhalten.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Le présent décret n'est pas soumis au referendum.
Il entre en vigueur dès sa promulgation.

IV.

Dieses Dekret untersteht nicht dem Referendum.
Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.